



## Forum contre les Grands Projets Inutiles

**Le CADE en Val de Susa  
en soutien aux No TAV !**

### **Forum contre les Grands Projets Inutiles**

*Une délégation du CADE s'est  
rendue en Italie, dans le Val de  
Susa, du 26 au 30 août 2011,  
pour participer au premier  
Forum contre les Grands  
Projets Inutiles,  
organisé par le mouvement  
NO TAV italien, en lutte  
contre le projet de LGV  
entre Lyon et Turin...*

**Article page 11**

2. Infos en vrac

3. Estuaire de l'Adour et port de Bayonne

4. Brèves Sociales

5. Nucléaire : révélations en Grande Bretagne

6. Suicides en série à l'ONF

7. Stuttgart 21 : encore un projet démentiel !

8. Virulence et résistance

9. Quand les insectes résistent aux OGM

10. Production agricole et spéculation financière

11. Forum contre les Grands Projets Inutiles

12. Cultures : « La guerre est déclarée »

BIMESTRIEL - 2,30€

**N° 146**  
SEPTEMBRE / OCTOBRE 2011

ISSN 0998 - 2787



## ... infos en vrac ...

### Pendant l'été les sales coups continuent

NKM frappe un grand coup pour que les citoyens n'aient pas leur mot à dire sur les questions d'environnement. En effet, l'arrêté du 12 juillet 2011 définit les conditions de participation aux débats des associations. Ainsi l'article 1 prévoit : « Une association agréée dans le cadre national au titre de l'article L. 141-1 du code de l'environnement souhaitant prendre part au débat sur l'environnement se déroulant au sein de certaines instances consultatives nationales satisfait la condition visée au 1° de l'article R. 141-21 du code de l'environnement lorsqu'elle justifie, pour l'exercice précédant la date de dépôt de la demande, d'un nombre de membres à jour de leur cotisation supérieur à 2 000. Ces membres doivent être domiciliés dans au moins six régions, dont aucune ne peut regrouper plus de la moitié du nombre total des membres. » et l'article 2 : « Une fondation reconnue d'utilité publique souhaitant prendre part au débat sur l'environnement se déroulant au sein de certaines instances consultatives nationales remplit la condition visée au 1° de l'article R. 141-21 du code de l'environnement lorsqu'elle justifie, pour l'exercice précédant la date de dépôt de la demande, d'un nombre de donateurs supérieur à 5 000 et qu'elle exerce une activité effective sur plus de la moitié des régions. »

Ainsi une association comme le CADE n'aurait pas pu être représenté au débat public et n'aurait jamais obtenu l'étude indépendante suisse qui lui a donné raison contre les promoteurs...

### Droit dans le mur

Sur France 5, le 23 août, un reportage consacré à la menace de disparition d'un grand fleuve a attiré notre attention. Ce grand fleuve qui a déjà perdu un tiers de son débit en 8 ans voit 85 % de ses eaux détournées pour l'agriculture. La fonte accélérée des glaces qui l'alimen-

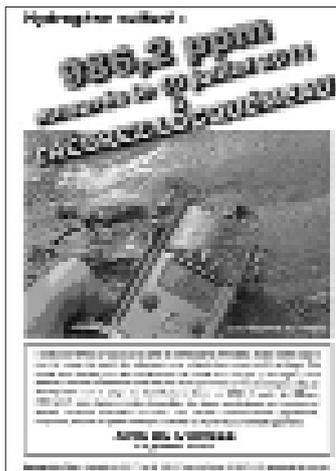
tent est principalement due à la pollution industrielle. Des villes immenses captent de l'eau potable tandis que les autochtones n'ont pas d'eau chez eux et sont chassés de leurs terres. A ce stade vous vous attendez à ce que ce soit un fleuve d'un pays de l'Est en disant « encore un coup comme la mer d'Aral ! ». Eh bien il s'agit du Colorado aux USA.

### Pendant que les princes se marient...

Pendant que les princes se marient, que la ligue de foot recommence en attendant la coupe du monde de rugby, Fukushima continue de larguer sa radioactivité. Ah oui Fukushima, la centrale nucléaire d'un pays ultra moderne où le risque était minime mais qui a pété quand même ! Le journal Sud-Ouest nous apprend dans son édition du 26 août que cette centrale a d'ores et déjà dégagé 168 fois plus de césium radioactif que la bombe atomique d'Hiroshima.

### Les sangliers ne se cachent plus pour mourir

Une trentaine de sangliers retrouvés morts dans un estuaire breton. En cause : l'hydrogène sulfuré dégagé par les algues vertes qui pullulent. Algues vertes dont la prolifération est due aux rejets des élevages hors sol de porcs. On a bien tenté de dire que c'étaient ces saletés d'écolos qui les avaient empoison-



## Déforestation à Sumatra... pour notre papier imprimante

Les défricheurs approvisionnent l'Europe

APRIL (Asian Pacific Resources International Limited) est l'un des plus grands destructeurs de forêt tropicale d'Asie. A travers sa filiale indonésienne PT RAPP (PT Riau Andolan Pulp and Paper), le groupe, dont le siège est à Singapour, exploite la plus grande usine à papier au monde. Plus de 2 millions de tonnes de papier sont produites chaque année à partir de fibre de bois. Ce papier peut s'acheter en France et en Belgique sous la marque PaperOne. Lors d'un reportage diffusé sur la chaîne de télévision australienne ABC, le célèbre biologiste Bill Laurance a décrit la destruction de la province de Riau par APRIL comme une des pires déforestations qu'il n'ait jamais vues.

### Le papier tue tigres et éléphants

Les forêts tropicales à l'est de Sumatra sont l'habitat naturel de l'éléphant d'Asie mais aussi de la plus petite espèce de tigre connue et vivant uniquement sur cette île de l'Indonésie, le tigre de Sumatra. L'union internationale pour la conservation de la nature (UICN) a placé cette espèce en voie de disparition sur sa liste rouge et affirme que la plus grande menace pour le tigre de Sumatra est « la perte de l'habitat naturel due aux plantations d'acacias et de palmiers à huile ». Il reste à ce jour entre 300 et 500 tigres de Sumatra à vivre en liberté estime l'UICN. Au cours des 25 dernières années, le nombre de tigres et d'éléphants sur l'île de Sumatra a chuté de 75 %.

### APRIL exploite les agriculteurs et réchauffe le climat

Depuis 2002, les plantations d'acacias n'ont cessé de s'étendre. Malgré les avertissements d'écologistes et de biologistes sur ses effets dévastateurs pour la biodiversité et le climat, APRIL détruit non seulement les forêts tropicales mais aussi nombres d'espèces en asséchant les tourbières. Les populations autochtones se font expulser. Les agriculteurs des îles Riau s'opposent à l'expansion des plantations menaçant leurs moyens de subsistance. APRIL n'hésite pas à faire valoir ses intérêts par la violence, des personnes y ont déjà perdu la vie.

Pétition : <http://www.sauvonslaforet.org>

nés pour accuser les élevages démesurés, rien n'a fait, les analyses ont confirmé et le ministre de l'environnement a fermé les plages non nettoyées. Le pire est-il encore à venir ?

### Troisième consultation de Réseau Ferré de France

Dans notre dernier numéro nous relations les résultats de la

deuxième consultation avec une déferlante des opposant aux voies nouvelles. Eh bien les premiers résultats de la troisième consultation sont sortis. Mieux que la deuxième. Dans un encadré discret de la « Lettre du GPSO n° 10 » on peut lire que 6 500 avis ont été reçus mais seuls 800 (12,3 % des avis) font des remarques constructives (en fin d'article on apprend que 5 500 personnes environ (84,6 % des avis) ont exprimé leur opposi-

# Estuaire de l'Adour et port de Bayonne

... Suite Infos en Vrac

tion au projet mais que ce n'étaient pas des avis constructifs... 200 avis ont disparu au passage). Sur les 800 « constructifs », 33 % sont d'accord avec RFF (4 % des avis) et 67 % (8 % des avis) remettent en question l'hypothèse RFF. Hormis 200 avis perdus en route, 84,6 % + 8 % = 92,6 % des avis rejettent le projet et 4 % l'approuvent. Un plébiscite dirait Rousset !

## La Vie du rail du 29 juin

Dans son éditio titré « 150 TGV sur les bras » on apprend « qu'avec la crise, du fait des péages... tout le modèle TGV est par terre et ce sont environ 150 rames de trop qu'on dénombrerait dans le parc TGV. Grosso modo, le tiers. » Et une conclusion explicite : « Mais c'est tout de même stupéfiant de voir qu'au bout de trente ans, la vache à lait se métamorphose en boulet ».

**C**ES dernières années ont vu disparaître la dernière zone naturelle de la partie estuarienne de l'Adour avec le comblement du banc Saint Bernard et la quasi disparition de ses frayères et de sa faune, au bénéfice d'activités commerciales qui tardent toujours à se pérenniser. Cet espace a également été confisqué aux pêcheurs locaux qui profitaient de ce petit havre naturel. Les grillages, clôtures, barbelés ont commencé à monter autour du port de Bayonne, officiellement destinés à assurer la sûreté des installations mais ayant en fait comme conséquence d'enfermer les « indigènes » dans leur réserve ! La colonisation de ces espaces et ressources locales, suivie de grands travaux générateurs de profits et gouffre de deniers publics a continué avec l'installation de l'Acierie CELSA ex ADA ;

ainsi, depuis le pont Grenet jusqu'à la digue de Tarnos, l'accès à la rivière sera progressivement interdit aux populations locales. Le grand projet pharaonique terminal consistant, selon les dernières informations dont nous disposons, à prolonger le quai Saint Bernard jusqu'à la cale de Boucau, assurant ainsi un linéaire de quais incomparable qui permettra de développer le port.

La « cale Sarraute » sera-t-elle mangée ? Le petit port de la cale de Boucau disparaîtra t-il dans cette gabegie de béton dévoratrice de rivière ? L'Ogre est bien là, tapi dans le cerveau des oligarques locaux ! Les bâtisseurs sont là ! Nous avons toutes les raisons d'être vigilants et inquiets.

A qui va profiter tout cela ? Devinons... Surtout pas aux populations locales. Il convient de redire

à ceux qui argumentent sur la création d'emplois que ce sont bien les employés qui les font vivre et non l'inverse ; ils devraient faire preuve de plus d'intelligence en prenant, enfin, en compte l'aménagement global de l'estuaire de l'Adour dans ses trois dimensions modernes : économique, sociale et environnementale, comme le prônent les écologistes locaux.

Nous nous proposons dans un prochain article d'évaluer la distance entre les prétentions de la CCIB en matière environnementale, ses engagements conventionnels avec la région et la réalité de son action. Nous essaierons de démontrer que la CCIB est championne mais dans un seul domaine, celui de la communication. ♦

## Le CADE et les associations opposées à la LGV réagissent aux derniers propos du ministre des Transports

### Le faisceau au Pays basque est ramené à 500 m

C'est généralement la largeur soumise à l'enquête publique. Ceci permettra aux maires de retrouver la maîtrise sur les 500 m libérés (le fuseau faisait 1000 m jusqu'ici). Autrement dit : une annonce qui ne change pas grand-chose.

### Les sondages sont suspendus jusqu'à l'enquête publique, deux ans environ

C'est une décision sage, compte tenu de l'importante tension générée sur les lieux de sondages entre les populations et les forces de l'ordre. Les associations ont donc eu raison de s'opposer à ces sondages. Cependant, l'enquête publique est maintenue aux dates prévues et le projet n'est pas arrêté pour autant.

### Un observatoire des trafics est mis en place pour déterminer

### le point de saturation des lignes qui donnerait le signal des nouvelles voies si nécessaire

C'est sûrement le point le plus important. Les travaux sont donc envisagés à la saturation des lignes. Celle-ci était prévue pour 2010 puis en 2020. Le dernier rapport gouvernemental la repoussait vers 2035 ce qui signifierait selon lui un début des travaux en 2028. Cela confirme de façon incontestable que les associations avaient raison : les estimations étaient surévaluées. La création de l'observatoire peut être une bonne initiative si la transparence est de rigueur car jusqu'à présent, on nous a abreuvés de chiffres faux. L'observatoire franco-espagnol sur les transports ne divulgue aucun chiffre depuis plus de cinq ans, les trafics marchandises SNCF de 2007, 2008, 2009, 2010 ne sont toujours pas publiés malgré nos demandes répétées.

Nous sommes contraints à compter les trains au bord de la voie pour que Réseau Ferré de France abandonne des chiffres de trafic artificiellement doublés etc... Si ces pratiques perdurent, outre une perte totale de la confiance des populations, l'observatoire ne sera qu'un artifice.

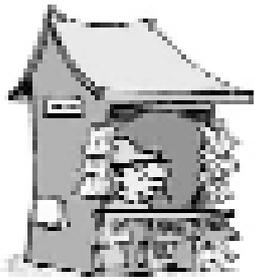
D'une manière générale, ces propos constituent un coup de frein au projet mais pas un coup d'arrêt. Ces décisions sont la conséquence de la mobilisation des populations, de la détermination des maires opposés au projet, de la conjoncture économique (financement et croissance n'étant pas au rendez-vous) et de la fin du modèle TGV progressivement abandonné dans de nombreux pays au bénéfice de la modernisation des voies existantes.

Cet abandon d'une politique ferroviaire inutile, ruineuse et socialement irresponsable reste notre objectif.

Nous souhaitons que ce coup de frein soit également répercuté dans les autres départements.

D'autre part, nous demandons que la protection des riverains de la voie existante soit lancée dès maintenant en incluant, les traverses béton, les rails de 800 m soudés, les matériaux composites appliqués systématiquement aux freins, les différentes protections phoniques jusqu'à la couverture des voies. Nous demandons également que RFF cesse de supprimer des voies de garage sur la ligne existante et qu'elle prenne en compte son propre projet de mise à 3 voies du pont Adour (pont de fer) contre 2 aujourd'hui.

Nous appelons donc les populations à ne pas se démobiler et à rester solidaires des autres lieux de contestation jusqu'à l'obtention de garanties sur la prise en compte de nos revendications. ♦



# Brèves Sociales

Par Jean Maurice FAYE

## Le syndicat LAB dénonce les accidents mortels

★ D'après ce syndicat, les accidents du travail ont fait 36 victimes depuis janvier 2011 dans les 7 provinces basques. Dans un communiqué paru il y a quelques jours, LAB indique « *qu'il ne faut pas accepter la fatalité des morts* » sur la route mais pas davantage au travail. Selon cette organisation, tous les moyens ne sont pas mis en œuvre pour faire respecter les règles de sécurité et les pouvoirs publics doivent jouer leur rôle en faisant appliquer les plans de prévention et en « *sanctionnant sévèrement les entreprises qui dérogent à leurs responsabilités* ».

## Violences faites aux femmes

★ Au niveau national, une femme meurt tous les deux jours et demi, victime de violences sexistes. Le CIDFF (Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles) publie localement des statistiques. Et les chiffres témoignent d'une augmentation du nombre de femmes victimes qui se déclarent chaque année. Elles étaient 296 en 2009, 348 en 2010 et 165 pour le premier semestre 2011. « *Les femmes parlent de plus en plus facilement et l'entourage nous sollicite de plus en plus* », explique Claire BESSET-SABALO, responsable du CIDFF. La plus forte progression des victimes déclarées se trouverait en Pays Basque intérieur où, là aussi, la violence est de moins en moins passée sous silence.

## MAE rejeté pour Daniel DERGUY

★ La Cour d'Appel d'Agen a tranché. Elle a refusé d'appliquer le Mandat d'Arrêt Européen pur Daniel DERGUY. L'Espagne lui reprochait une tentative d'assassinat par lettre piégée. Une très vieille affaire ressortie on ne sait pourquoi. Les arguments retenus par la Cour pour le rejet auraient pu servir dans

le cas d'Aurore MARTIN pour qui les reproches de certains faits soit disant fautifs par l'Audience Nationale espagnole concernaient une activité politique sur le territoire français (activité légale sur le dit territoire). Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au-delà.

## La CFDT et les saisonniers

★ Comme chaque année, l'organisation syndicale se mobilise pour aider les saisonniers à faire valoir leurs droits. Le journal l'Humanité en date du 17 août dernier, rappelait ce combat pour lequel Jenofa de LOPETEGUY (responsable locale du syndicat et présidente du Conseil de Prud'hommes de Bayonne) s'investit. Pour elle et ses camarades, le respect des règles contractuelles conventionnelles et le paiement des heures supplémentaires, sont les points clefs des conflits entre salariés et employeurs sur la Côte Basque. Mais la difficulté rencontrée par les saisonniers se joue aussi sur un autre registre : celui du logement. Certains travailleurs dorment dans leur voiture. L'offre de logement ne couvrirait que 10 % des besoins des saisonniers en quête de lieu de résidence pour la durée de leur contrat.

## La mort de la médecine du travail

★ C'est le Conseil National de la Résistance qui avait institué la médecine du travail. Par la proposition de loi adoptée le 8 Juillet dernier, c'est encore un recul des acquis sociaux qui pointe son nez. Qu'on en juge :

- ✓ Transfert de la présidence des services de santé au travail vers les employeurs ;
- ✓ Recours à des professionnels de santé qui ne seront plus indépendants ;
- ✓ Abandon de la « *prévention* » au profit d'une vague « *gestion des risques* » etc.

Merci à Xavier BERTRAND qui au lieu de soutenir un service moribond, l'achève prématurément. Et

cela dans un contexte d'augmentation des maladies professionnelles et de souffrance au travail.

## Aller aux prud'hommes aura un coût

★ Lors de l'examen du projet de loi de finance rectificative pour 2011, une mesure très critiquable a été votée. A partir du 1<sup>er</sup> octobre, saisir un Conseil de Prud'hommes coûtera d'emblée 35 euros sous forme de timbre fiscal. Pour la CGT, il s'agit à travers cette mesure de la remise en cause de la gratuité, « *d'une volonté du gouvernement de réduire le contentieux prud'homal par tous les moyens et aussi de priver les salariés de la possibilité de faire valoir leurs droits* ». C'est un soutien au MEDEF qui refuse de voir les siens condamnés.

## TERRA NOVA... pas très novateur

★ *Think tank* se disant progressiste, cette fondation proche du Parti Socialiste, se montre en fait de nature très libérale. TERRA NOVA propose d'augmenter nettement les droits d'inscription à l'université. C'est à dire, de tripler ceux de licence (500 euros), quadrupler ceux de master. Etudier au-delà de bac+3 coûterait pas loin d'un smic. TERRA NOVA voit dans sa proposition le moyen de mieux doter les universités et nie un désir de favoriser les élites. Quand on sait que cette organisation a proposé, il y a quelques temps, une stratégie électorale délaissant les classes populaires, on peut penser que la boucle est bouclée. Vive le libéralisme effréné ! Pour « *compenser* » son positionnement, elle propose de créer une allocation d'études supérieures utilisable tout au long de la vie active, d'un montant de 25 000 euros qui permettrait aux étudiants de percevoir 500 euros mensuels pendant 50 mois. Allocation « *complétée* » par un prêt à taux zéro garanti par l'état qui pourrait s'élever à 150 euros par mois au niveau

licence et 300 euros en master. C'est une logique de « *prêt* » qui est donc retenue et non une logique de soutien aux étudiants et au service public universitaire.

## Le paradoxe d'un sondage

★ Un sondage de *Viaivoice* publié dernièrement dans *Libération*, rapporte que 53 % des Français veulent que la gauche accède à l'Elysée. Mais... ils sont 62 % à estimer qu'elle ne ferait pas mieux que la droite une fois au pouvoir. Ils sont toutefois le même nombre (62 %) à penser qu'elle peut mieux réduire les inégalités. De même, ils pensent à 50 % qu'elle peut augmenter le pouvoir d'achat. Le chiffre tombe à 46 % des Français quant à la confiance dans la capacité à réduire le chômage. C'est pas brillant ! Heureusement, dans cette même étude, 59 % des personnes interrogées disent avoir une opinion négative du président de la République et de sa politique en matière de justice sociale.

## L'honnêteté contestable de TF1...

★ Le 23 juin dernier, TF1 consacrait un reportage au « *Contrat de Responsabilité Parentale* » (CRP) dans les Alpes Maritimes. Ce dispositif est proposé par Eric CIOTTI, député UMP et Président du Conseil Général. On voyait dans le sujet, une mère en désarroi de voir son enfant rater les cours et vanter le CRP. Malheureusement, un conseiller général communiste révélait sur *France Info* que la mère interrogée par TF1, était en fait l'attachée de presse (sans enfant) d'Eric CIOTTI qui jure qu'il n'avait rien demandé à son employée et qu'il accepte sa démission. TF1 dit qu'elle n'est pour rien la dedans, sa confiance ayant été abusée par l'équipe à laquelle elle avait sous-traité le reportage. Tu parles ! ♦

# Révélation

## Le Gouvernement Britannique avait mis en place une action pour minimiser l'impact de Fukushima sur l'opinion publique

**Nous reproduisons ci-dessous un article du Guardian révélant les ententes pour masquer les effets Fukushima. Il est révélateur du mépris envers les citoyens. Et ce mépris doit nous pousser à exiger la sortie du nucléaire. Le Guardian révèle les échanges internes d'e-mails entre les autorités gouvernementales et les industriels (EDF Energy, Areva, Westinghouse, etc.) sur la campagne de communication lancée pour protéger le développement et la construction des nouvelles centrales nucléaires Britanniques suite à la catastrophe de Fukushima.**

Rob Edwards - Jeudi 30 juin 2011

LES responsables du Gouvernement britannique ont approché les industriels du nucléaire afin de concevoir une stratégie et de coordonner les relations publiques pour minimiser la catastrophe nucléaire de Fukushima ceci juste deux jours après le séisme et le tsunami au Japon et avant que ne soit connue l'ampleur de la pollution environnementale radioactive. Le Guardian s'est procuré les e-mails internes échangés qui montrent comment les industriels des multinationales de l'énergie nucléaire, comme EDF Energy, AREVA, Westinghouse etc. ont travaillé dans les coulisses en étroite collaboration avec le département de l'énergie pour tenter de s'assurer que la catastrophe de Fukushima n'impacte pas leurs plans pour la construction de la nouvelle génération de centrales nucléaires prévue au Royaume-Uni.

« Nous nous devons au retour de la confiance en l'industrie nucléaire dans le monde » a écrit un haut fonctionnaire du Département pour

le Business, l'Innovation et les Compétences (BRI), dont le nom a été expurgé des e-mails. « Nous devons nous assurer que les anti-nucléaires et que l'opinion publique ne gagnent du terrain sur ce point. Nous avons besoin d'occuper l'espace médiatique et le tenir. Nous avons vraiment besoin de montrer que la sûreté des installations nucléaires est parfaite. »

Les fonctionnaires ont souligné l'importance de prévenir tout incident qui pourrait saper le soutien de la population pour l'énergie nucléaire. Le député conservateur Zac Goldsmith, qui siège dans le comité d'audit environnemental de la Chambre des Communes a condamné cette affaire de coordination et collusion entre le gouvernement et les industriels du nucléaire que les échanges de e-mails divulgués semblent révéler. « Le gouvernement n'a pas à faire de relations publiques pour l'industrie nucléaire et il serait épouvantable si ses services ont minimisé l'impact de Fukushima » a-t-il dit. Louise Hutchins, une porte-parole de Greenpeace, a déclaré que ces e-mails ressemblaient « à une collusion scandaleuse ». « Cela met en évidence l'obsession aveugle du gouvernement pour les centrales nucléaires et montre que nous ne pouvons faire confiance ni à eux, ni aux industriels quand il s'agit de nucléaire », a-t-elle dit. Le désastre de Fukushima, déclenché par le tremblement de terre au Japon et le tsunami du 11 mars dernier a contraint déjà plus de 80 000 personnes à quitter leurs maisons. Les sondages d'opinion suggèrent qu'ils ont un impact sur le soutien de l'opinion publique pour l'énergie nucléaire en Grande-Bretagne et aussi dans le monde, notamment pour l'Allemagne et l'Italie, la Suisse, la Thaïlande et la Malaisie avec l'annulation prévue de centrales nucléaires dans le sillage de la catastrophe. Le département des affaires a contacté le 13 mars par e-mails les firmes nucléaires et leur organe représentatif l'Association des Industriels du Nucléaire (NIA) soit deux jours après la catastrophe qui



a frappé les centrales nucléaires et leurs systèmes de sécurité de secours à Fukushima. Le ministère a soutenu que des images de télévision de l'époque montraient que cela n'était pas grave mais donnait l'impression d'être plus que « spectaculaire », même si les conséquences de l'accident étaient encore en cours et que les trois fortes explosions dans les enceintes des réacteurs ne s'étaient pas encore produites.

« Les radiations libérées ont été contrôlées et les réacteurs avaient été protégés », a déclaré le fonctionnaire du BRI, dont le nom a été masqué sur les e-mails. « Tout cela fait partie des systèmes de sécurité pour contrôler et gérer une situation comme celle-ci. » Le fonctionnaire a suggéré que si les industriels avaient transmis leurs commentaires, ils devaient être incorporés dans des mémoires destinés aux ministres et aux déclarations du gouvernement. « Nous devons tous travailler à partir des mêmes éléments pour obtenir un message identique à travers les médias et le public ».

« Les personnes anti-nucléaires à travers l'Europe n'ont pas perdu de temps pour agir tout cela dans le flou de Tchernobyl » a dit le fonctionnaire concernant Areva. « Nous avons besoin d'annuler l'impact des commentaires qui essayent de comparer cela à Tchernobyl. » Les responsables japonais avaient d'abord classé l'accident de Fukushima au niveau quatre sur l'échelle interna-

tionale des événements nucléaires INES, ce qui signifie qu'il n'y avait que « des conséquences locales ». Mais il a été classé ensuite le 11 avril au niveau 7, ce qui en fait officiellement un accident majeur et le met sur un pied d'égalité avec Tchernobyl en 1986.

Le Département de l'Energie et du Changement Climatique (DECC) a publié plus de 80 e-mails envoyés dans les semaines après Fukushima en réponse aux demandes d'information. Ils montrent également que : ✓ Westinghouse a déclaré et rapporté des propos tenus par le vice-Premier ministre, Nick Clegg sur le coût des nouvelles centrales nucléaires, qu'il a jugé « inutiles et un peu prématurées ».

✓ L'entreprise a admis que son nouveau réacteur l'AP1000, « n'a pas été conçu pour les tremblements de terre en ampleur de magnitude de ceux du Japon », et qu'il aurait besoin d'être modifié pour des zones sismiques comme celles du Japon et de la Californie.

✓ Le chef de la DECC du bureau pour le développement du nucléaire, Mark Higson, a demandé à EDF de prendre en compte les réserves concernant l'examen de sécurité réalisé par le secrétaire à l'énergie, Chris Huhne, et a ajouté : « Nous ne savons pas si cette « sage » demande de révision unilatérale à EDF ne pourrait pas déclencher une guerre d'enchères. »

✓ EDF a promis d'être « sensible » à la manière dont les travaux de

mises aux normes des sites nucléaires britanniques « *pourraient être considérés à la lumière des événements du Japon* ».

✓ Il a également demandé que les ministres ne retardent pas l'approbation pour une nouvelle zone de stockage des déchets radioactifs au site nucléaire de Sizewell dans le Suffolk, même en acceptant il y avait un « *risque potentiel de procédures judiciaires* ».

✓ La BRI a averti qu'il fallait « *une réponse positive des industriels concernant la sûreté des installations nucléaires sinon, il pourrait y avoir des conséquences néfastes sur le programme en cours* ».

Le 7 avril, le bureau du développement du nucléaire a invité les entreprises à participer à une réunion au siège de la NIA à Londres. L'objectif était de « *discuter d'une communication commune et d'une stratégie d'engagement visant à assurer pour tous de maintenir la confiance parmi le public britannique sur la sécurité des centrales nucléaires et les nouvelles constructions prévues par les politiques par rapport aux récents événements à la centrale nucléaire de Fukushima* ».

D'autres documents publiés par l'Autorité Gouvernementale de Sécurité nucléaire et le Bureau de la Réglementation Nucléaire, révèlent que le texte d'une annonce faite le 5 avril concernant l'impact de Fukushima sur le nouveau programme nucléaire en UK avait en privé été effacé par les représentants de l'industrie nucléaire, lors d'une réunion la semaine précédente. Selon un ancien régulateur, qui a préféré garder l'anonymat, le degré de collusion était « *vraiment choquant* ».

Un porte-parole du DECC et de la BRI, a déclaré : « *Compte tenu du déroulement des événements sans précédent au Japon, il était approprié de partager les informations avec les principaux intervenants, en particulier ceux impliqués dans l'exploitation des sites nucléaires, le gouvernement a été très clair dès le départ qu'il était très important de ne pas*

*l'occulter. Un jugement hâtif et une réponse devraient être fondés sur des preuves tangibles. C'est pourquoi nous avons demandé à l'inspecteur en chef du nucléaire, le Dr Mike Weightman, de fournir un rapport circonstancié et fondé sur des preuves* ». Une source de la DECC a minimisé l'importance des e-mails de la BRI officiels anonymes, en disant : « *Le fonctionnaire subalterne de la BRI n'était pas responsable de la politique nucléaire et ses opinions étaient sans rapport avec les décisions des ministres dans la foulée du tremblement de terre japonais* ».

Tom Bruke, un ancien conseiller en environnement du gouvernement et professeur honoraire à l'Imperial Collège de Londres, a averti que le gouvernement britannique était en train de répéter les erreurs faites au Japon. « *Ils sont trop proches de l'industrie, de la dissimulation des problèmes, plutôt que de les révéler et de traiter* », a-t-il dit. « *Je serais beaucoup plus rassuré si la DECC s'était souciée de savoir comment le gouvernement allait faire face aux 200 à 300 M \$ de passifs résultant d'un accident nucléaire catastrophique en Grande-Bretagne* ».

Le gouvernement a confirmé la semaine dernière la construction pour huit nouvelles centrales nucléaires en Angleterre et au Pays de Galles. « *If acceptable proposals come forward in appropriate places, they will not face unnecessary holdups* » a déclaré le ministre de l'énergie, Charles Hendry.

La NIA n'a pas commenté directement les e-mails diffusés. « *Nous sommes financés par les industriels membres pour lesquels nous représentons leurs intérêts commerciaux et autres arguments convaincants pour la construction des nouvelles centrales nucléaires au Royaume-Uni* », a déclaré le porte-parole de l'association. « *Nous nous félicitons des conclusions provisoires de l'organisme indépendant de régulation qui ont été présentées au gouvernement britannique par le Dr Mike Weightman, et qui ont conclu que les réacteurs nucléaires du Royaume-Uni sont sûrs* ».

## Bientôt un ministère de l'identité... sexuelle ?

L'ACTUALITÉ locale de ces derniers mois : mort de Sophie Loudette manifestement poignardée par son compagnon fin août, trois viols pendant les fêtes de Bayonne, viennent tristement s'ajouter à la longue liste des violences faites aux femmes sur le plan local et national. Les propos sexistes lors des affaires récentes impliquant des hommes politiques ont manifesté l'acceptation sociale de ces violences, confondant drague et harcèlement sexuel, libertinage et violences sexuelles.

Or ces violences sexistes ne sont pas d'ordre privé, elles sont le résultat des inégalités et des discriminations construites entre les sexes depuis la petite enfance. C'est pourquoi le *Planning Familial* soutient cette réforme des programmes en SVT des classes de 1<sup>ère</sup> L et ES, qui prennent enfin, en compte la notion de GENRES. On ne naît pas homme ou femme, par nature biologique, on le devient à coup d'injonctions et de stéréotypes qui distribuent les rapports sociaux de manière inégale. Les 80 députés de l'UMP qui demandent le retrait du concept de genre des manuels scolaires refusent ainsi cette avancée des sciences humaines et sociales et continuent à légitimer la domination masculine.

Intervenant depuis de nombreuses années dans les établissements scolaires dans le cadre de la loi de 2003 pour l'éducation à la sexualité, le *Planning Familial* estime que la déconstruction des préjugés contribuera à lutter contre les violences sexistes et à faire avancer l'égalité entre hommes et femmes inscrite dans l'article 1 du préambule de notre constitution.

**Planning familial Côte basque**  
06 22 62 02 76

## Suicides à l'ONF...

Devant la vague de suicides à l'*Office National des Forêts* (ONF), Ortzadar a posé quelques questions à un employé de cet organisme.

**Ortzadar :**  
**Que se passe-t-il à l'O.N.F. ?**

Les techniciens de terrain de l'ONF subissent en effet une crise très grave. 24 suicides en 4-5 ans dont 4 en ce mois de juillet 2011, uniquement dans cette catégorie de personnel. C'est énorme. Les chiffres de France Télécom sont hélas explosés... Le métier de « garde forestier » est un métier de passion, basé sur le long terme. Il ne se vit que dans le réel et par le contact avec les élus et les divers usagers. Malheureusement, aujourd'hui, pour les cadres de l'Etat et de l'ONF,

il faut aller vite, trop vite. Ces gens là ont oublié qu'il faut environ 100 ans pour façonner une forêt. Bloqués devant leurs ordinateurs entre tableaux, chiffres et courbes ils ne contrôlent plus que des objectifs fumeux et uniquement financiers. Après 4-5 ans passés sur un poste de direction, ils changent d'horizon et continuent de semer ailleurs le désarroi et parfois la discorde.

**Ortz :** **Mais l'Etat est votre employeur, quelle réponse apporte-t-il ?**

Les mêmes que pour France Télécom. Nommer quelques assistantes sociales pour « visiter » les « forestiers isolés » comme le dit le ministre Kosusko-Morizet. Mais nous ne vivons plus dans des

huttes au fond des bois depuis longtemps même si parfois on est un peu éloignés des centres urbains. Nous avons une vie sociale comme tout le monde. Ce sont les méthodes managériales qui isolent les forestiers dans leur travail.

Tout ceci est d'ailleurs confirmé par le contrat de plan liant l'Etat et l'ONF.

Pour la période 2012 - 2016 il prévoit encore la suppression de 550 emplois de forestiers et de 150 emplois d'ouvriers en plus des gains de productivité et économies diverses qu'il nous faudra supporter dans une période économique trouble dans laquelle nous ne maîtrisons rien.

### **Ortz : Pourtant, on parle beaucoup d'environnement.**

Vous avez dit juste : « On en parle beaucoup... » Mais c'est tout.

Ce qui s'annonce en réalité, c'est le démantèlement de l'ONF.

Les forêts et les espaces naturels publics sont un bien commun qui doit être géré dans l'intérêt général (comme le précise l'article 1 du code forestier) et non sacrifiés sur l'autel de la marchandisation.

A ce jour, seules comptent les opérations marchandes qui rapportent. Les autres doivent être mises entre parenthèses, voire abandonnées.

Avec des postes moins nombreux, des surfaces à gérer de plus en plus importantes et des zones d'intervention collective beaucoup plus vastes, nous ne faisons plus face à ce qui est le cœur de notre métier.

C'est un immense savoir faire et une masse de connaissances environnementales incroyable qui vont disparaître avec nous.

L'ONF était pourtant informé de ce mal être du personnel au travers d'audits qui faisaient notamment ressortir un grand problème de non reconnaissance du travail accompli par les personnels de terrain et le « ras le bol » de tous face aux réformes perpétuelles.

Nous sommes très amers de ne pouvoir transmettre un métier qui fait encore rêver beaucoup de monde. Hélas pour les très nombreux jeunes, qui entrent dans ces formations scolaires et qui vont directement sortir diplômés et chômeurs. C'est un autre débat, mais c'est aussi un énorme scandale. Nous sommes décidément « bien malades... » Même au fond des bois où, soit disant, chantent les oiseaux et coule l'eau fraîche de sources bucoliques... ♦

# Stuttgart 21

Le site *Rue 89* a publié sur le net un article très intéressant sur l'immense levée de boucliers qui a vu près de 100 000 personnes défiler dans les rues de Stuttgart récemment contre un projet démentiel rejeté par la population. Au point que dans cette région conservatrice depuis 50 ans, les élections ont poussé les Verts au pouvoir. Nous avons trouvé intéressant de revenir sur ce sujet car il présente des similitudes avec notre opposition à la LGV.

### **Morceaux choisis :**

« *Datant de 1994, le projet Stuttgart 21, construction d'une nouvelle gare souterraine, 60 km de tunnels, nouveau carrefour censé placer Stuttgart au cœur des échanges avec l'Europe de l'est, avait tout pour convaincre la population industrielle du Bade-Wurtemberg.*

*Quatre étages de la gare actuelle entiers vantent les avantages du projet, un film est diffusé. On y voit des costards, des trains neufs et, sur les cartes, une Stuttgart devenue le centre de l'Europe puisque reliée à toutes les grandes capitales. La voix off dit " optimisation ", " rapidité ", " flexibilité " et " irrémédiable ". Un jargon technocrate vide de sens donnant l'impression aux citoyens qu'on leur dissimule la vérité. »*

« *Stuttgart 21, c'était un projet pour le prestige. Tous les hommes politiques veulent ériger leur tour Eiffel, leur empreinte, mais la ville ne sert pas à cela. Ce n'est pas vraiment l'écologie, la question. »*

« *Cette histoire de gare nous a mobilisés d'abord parce qu'on s'est rendu compte que les hommes politiques ne sont pas transparents », explique sans rire Thomas. A 44 ans, lui et son collègue Olivier découvrent tout juste que les hommes politiques mentent :*

« *Avant, on ne se préoccupait pas vraiment de politique à Stuttgart. Mais tout a changé. Désormais, on ne sera plus dans la confiance aveugle mais dans la surveillance. L'ancien gouvernement cultivait*



*ses réseaux mais on ne veut plus de ces politiques qui servent les intérêts des industriels. »*

« *Les citoyens remettent ainsi en cause les Lumières et l'idée que le progrès – cette nouvelle gare au cœur d'un centre-ville historique auquel sont attachés les habitants ou la technologie nucléaire – apporte le bonheur. »*

### **En tirer des enseignements**

Les extraits ci-dessus sont explicites, on pourrait trouver les mêmes propos dans la bouche d'un agriculteur d'Urrugne ou un habitant de Mouguerre. On pourrait également les retrouver dans le val de Suze en Italie, en Gironde, dans le Lot et Garonne, en Andalousie dans le Var, près du Rhône etc.

Et pourtant, avant qu'en janvier 2010, le matin de l'énorme manifestation d'Hendaye contre les LGV et les projets destructeurs, nous ne jetions les bases d'un regroupement sous le nom de « *Charte d'Hendaye* », nous n'avions pas rencontré nos amis italiens, nous ne connaissions pas encore le projet de Stuttgart. Les premières rencontres avec des militants allemands se firent lors de notre visite au parlement européen à Strasbourg.

Alors, sans concertation, sans « *cellule invisible* » se réunissant nuitamment à Tarnac, comment des aspirations similaires peuvent monter simultanément avec tant de puissance ? Les projets destructeurs comme le projet d'aéroport Notre Dame des Landes, près de Nantes, ou l'opposition à l'exploitation des gisements de schistes en sont

aussi un aperçu, quelque chose a changé, quelque chose est en train de naître. Jamais les humains n'ont eu autant de moyens techniques pour rayer, anéantir la nature comme aujourd'hui. En 15 jours des forêts peuvent disparaître, les paysages familiers rayés de la vie. En même temps, jamais les retours de bâtons de la nature n'ont été aussi spectaculaires, changements climatiques, catastrophes naturelles ou industrielles, chacun ressent bien aujourd'hui que Fukushima peut frapper à notre porte dès demain. Nous sommes le reflet de cette sourde inquiétude, nous sommes ce qui est en train de pousser et la vanité des politiques arc-boutés sur leurs recettes du passé sont ce qui est en train de mourir. Oui les oppositions poussent comme des champignons, non pas parce qu'un coup de baguette magique transforme les choses mais parce que comme les champignons à qui il faut de la lumière, de l'humidité, une association très dense avec les racines des arbres, les oppositions se nourrissent des excès productivistes, des catastrophes, des mensonges, des arrogances des porteurs de projets, de la démesure, de l'indignation face aux petits arrangements, des coûts indécents. Nos politiciens aveugles mesureront-ils cela à temps ?

En attendant, l'heure est encore à la mobilisation, aux solidarités et à la coordination. C'est d'ailleurs le sens de notre délégation locale au forum de fin août en Val de Susa. (Voir article page 11).

**Victor Pachon**

# Virulence et résistance

## La toile de fond...

La récente épidémie due à une bactérie mutante d'*E-Coli*, souche 0104.H4, particulièrement virulente et résistante aux antibiotiques. Et c'est dans ce contexte d'émotion et d'inquiétude...

## L'article calomnieux

Une tribune parue dans le journal *Libération* du 27 juin dernier sous le titre racoleur « *la bactérie tueuse, la ferme biologique et l'opinion publique* ». Deux scientifiques, directeurs de recherche au CNRS, spécialistes de biologie et physiologie végétales, messieurs F. Wollman et J-F Briat, dénoncent le sidérant silence médiatique qui a suivi la découverte du lieu de départ de l'épidémie en Allemagne, une ferme bio. Ces deux éminentes têtes chercheuses déplorent qu'aucun débat ne soit lancé sur les conséquences de l'agriculture biologique, alors que le traitement médiatique et l'opinion publique se seraient sans aucun doute déchainés si l'intoxication avait été provoquée par des produits OGM. Ils enchaînent ensuite en démontrant l'impossibilité de garantir un risque zéro dans les systèmes de production alimentaire. Si les OGM garantissent des rendements élevés sans effet nocif sur la santé humaine (sic), c'est au détriment de certains équilibres environnementaux. Si l'agriculture biologique permet une meilleure préservation des sols et de l'eau, le moindre usage de produits phytosanitaires et l'emploi de fertilisants naturels tels le fumier augmentent le risque d'infection par

des agents microbiens. Et de se référer, pour étayer leurs dires, à une étude réalisée en 1996 par le CDC d'Atlanta, à la pointe de la recherche sur les maladies infectieuses. Cette étude, menée sur une autre souche d'*E-Coli* responsable d'une épidémie à cas mortels, conclut à une dangerosité bien plus importante dans les produits alimentaires bios. Et dixit nos deux acolytes : « il est donc indéniable que les mérites de l'agriculture biologique s'accompagnent indéniablement de risques alimentaires spécifiques » (CQFD).

## La réaction

La FNAB (fédération nationale des agriculteurs biologiques) et *Généralisations Futures* (ex MRGDF) ont mené l'enquête auprès des chercheurs pour connaître leurs sources, sources plutôt maigres, les dits chercheurs n'ayant pas connaissance de l'étude en question mais seulement d'un ouvrage d'Alan Mac Hughen la citant. De fil en aiguille, il s'avère que cette étude n'a jamais existé, le *Center for Disease Control* a d'ailleurs pris l'initiative de publier un communiqué de presse en 1999 pour affirmer qu'elle n'avait jamais mené de recherche comparative sur les risques d'infection par *E.Coli* entre aliments produits par des méthodes bios ou bien conventionnelles.

## Mais qui sont ces serpents...

• A. Mac Hughen, généticien moléculaire connu pour ses travaux

sur les OGM et sur les dispositions réglementaires les régissant aux USA et au Canada, ainsi que pour ses ouvrages fustigeant les opposants aux biotechnologies (à ne pas confondre avec techniques agricoles bio !). Il y cite cette étude dont il a eu connaissance par des articles de D. Avery.

• Dennis Avery, analyste de la politique alimentaire, a commencé sa carrière au sein de l'appareil d'état US (agriculture) avant de travailler pour l'institut *Hudson* en tant que directeur pour les questions alimentaires mondiales. C'est un farouche défenseur des biotechnologies : pesticides, agriculture industrielle, irradiation des aliments... ainsi que des valeurs du libre échange. Il mène aussi un combat sans merci envers l'agriculture biologique qu'il qualifie de « plus sale et plus chère », de plus dangereuse aussi. Et la fin justifiant les moyens, haineux et partial, il n'hésite pas à tremper sa plume dans le vitriol avec des titres comme « *le tueur silencieux dans les aliments biologiques* » et, plus grave, à inventer cette étude du CDC multipliant par 8 le risque d'infection en cas d'alimentation bio. Malgré le démenti, la rumeur à la vie dure et continue à « infecter » 15 ans après !

• Quant à l'institut *Hudson* où il exerce ses basses besognes, c'est ce qu'on appelle un cercle de réflexion et d'influence. Fondé par H. Kahn, analyste militaire américain, théoricien des systèmes politiques et des structures de marché, l'objectif annoncé est « *le changement de vue du pouvoir public en accord avec les valeurs de la libre entreprise et de la responsabilité individuelle, la confiance dans les progrès technologiques, le respect de la culture et de la religion et la détermination à préserver la sécurité nationale US* ». Les financements sont assurés par l'agro-industrie et autres fabricants de pesticides (*Monsanto, Dupont, Sandoz*). Actuellement, il se consacre à consolider l'atlantisme dans l'Union Européenne. Pour rappel, l'atlantisme ou alliance militaire Europe-Amérique du Nord s'accompagne de coopération dans les domaines politiques et économi-

ques et est dénoncé dans les milieux altermondialistes comme une défense du libéralisme.

Nous sommes dans le domaine des lobbies, ou groupes de pression. Financés de façon plutôt plus que moins occulte par de grosses sociétés commanditaires mais aussi par certains groupes politiques, des fondations et des donateurs, à hauteur de sommes considérables. En étroite relation avec un certain « establishment » politique, scientifique et entrepreneurial, ils cherchent à influencer jusque sur le grand public par le biais de ces tierces personnes. Ne se contentant pas d'assurer la promotion de leurs produits et idées, ces lobbies mènent également des campagnes pernicieuses envers leurs adversaires. Réseau complexe pouvant avoir, du propre aveu d'un de ses acteurs, une influence énorme sur les politiques publiques et les vues des dirigeants politiques. Pour exemple, aux Etats-Unis, la *Food and Drug Administration* (agence fédérale autorisant ou non la mise sur le marché des produits alimentaires et médicamenteux) est soupçonnée d'avoir fermé les yeux sur des données dérangeantes pour *Monsanto*, n'hésitant pas à licencier le vétérinaire contrecarrant l'autorisation de commercialisation de l'hormone de croissance bovine. Aux USA toujours, une récente loi « *sur la sécurité alimentaire et sa modernisation* » rend quasiment impossible l'existence de petites exploitations familiales bios.

## Résistance

Le *Mouvement pour le Respect et les Droits des Généralisations Futures*, fondé par G. Toutain, ingénieur agronome de l'INRA et F. Veillerette, enseignant, défend une agriculture saine et dénonce les conséquences négatives de l'agriculture intensive. L'association s'est notamment illustrée dans sa lutte contre l'emploi des pesticides, y compris dans les milieux non agricoles avec, comme adversaire, l'UIPP ou *Union des Industries de la Protection des Plantes* (fallait oser !), union des fabricants de pesticides : *Monsanto, Bayer, Sygenta, BASF*. Ci-après le



La crise des maraîchers en débat au Parlement Européen. Le concombre masqué va-t-il frapper ?



Dennis Avery

communiqué de F. Veillerette, son porte-parole : « Alors que les consommateurs plébiscitent les produits biologiques, les adversaires de l'écologie et de l'agriculture bio essaient par tous les moyens de décrédibiliser la bio depuis de longs mois. Les accusations de chercheurs publics reposant sur des rumeurs sont inacceptables. Elles doivent être démenties immédiatement et publiquement ». D. Marion, président de la FNAB, regrette que des « amalgames dommageables aient été faits entre une crise bactérienne et un système de production », plus techniquement, le procédé de germination des graines a été le vecteur de l'infection mais non son origine, et « la FNAB estime que les propos tenus par les deux scientifiques du CNRS sur les aliments biologiques sans référence scientifique portent atteinte à la fois à la filière agriculture bio et à la crédibilité du CNRS. Elle se réserve le droit d'agir en conséquence ».

### Arbitrage officiel

Déclaration publique de Mme M-C Favrot, directrice de l'évaluation des risques nutritionnels et sanitaires à l'ANSES (agence nationale de sécurité alimentaire), lors d'un colloque à l'Assemblée Nationale : « la production biologique ne constitue pas de risque de contamination bactérienne supplémentaire par rapport à l'agriculture conventionnelle, contrairement à ce que disent certains ».

A ces « certains », hommes de science, on aurait envie de conseiller de changer de lectures, voire de fréquentations et même d'hypothèses de travail. Et puis aussi, d'apprendre à faire amende honorable une fois le nez mis dans leur... « fumier » !

rance Bonillo

# Quand les insectes résistent aux OGM

Célia Fontaine

Journal de l'Environnement  
1<sup>er</sup> septembre 2011

Une nouvelle étude publiée cet été dans la revue *PlosOne* vient confirmer le principe de résistance d'un coléoptère ravageur à un maïs génétiquement modifié. Une mauvaise nouvelle pour les agriculteurs américains et pour le semencier *Monsanto*. Des millions de cultures génétiquement modifiées pour produire des toxines insecticides à partir de la bactérie *Bacillus thuringiensis* (Bt) sont plantées chaque année dans le monde, dans le but de réduire l'utilisation de pesticides conventionnels et de se débarrasser des nuisibles. Mais ces derniers, comme la chrysomèle du maïs (*Diabrotica virgifera*) ont trouvé la parade aux Etats-Unis, et appris au fil du temps à évoluer pour résister. Aaron Gassmann et ses collègues chercheurs du département d'entomologie de l'université de l'Iowa ont observé, en 2009, la prolifération de ces coléoptères dans des champs de maïs transgéniques plantés en 2003. Ils ont ensuite constaté que la descendance de ces chrysomèles était également résistante au maïs Bt. Il n'y a donc plus de doutes, l'OGM n'est plus efficace et les ravages dans les cultures s'amplifient doucement. L'étude souligne que les insectes se sont habitués au maïs de Monsanto, qui produit une toxine appelée *Cry3Bb*. Ils n'ont cependant pas encore trouvé la parade pour un autre OGM, cette fois commercialisé par la société *Mycogen*, qui pour

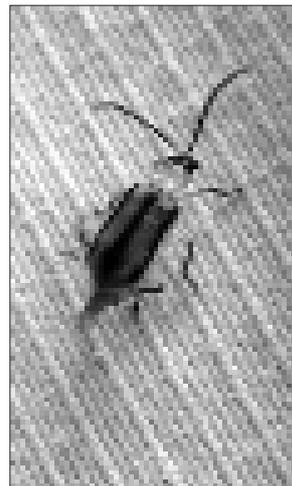
sa part produit la toxine *Cry34/35Ab1*.

En France, on observe de plus en plus fréquemment de chrysomèles dans les régions Alsace, Bourgogne et Rhône-Alpes. Les services de l'État ont travaillé sur la question en décembre 2010 et selon les modélisations effectuées, les populations d'insectes explosent dès lors qu'on cultive du maïs plus de deux années consécutives sur trois. C'est pourquoi les agronomes ont mis en avant la nécessité de faire des rotations de cultures.

Cette solution est prônée par *France nature environnement* (FNE), qui insiste aussi sur la nécessité de créer des zones refuges où le croisement avec des insectes non résistants permet de limiter la transmission de la résistance. « Les options génétique et chimique sont aujourd'hui impossibles

et inacceptables, notamment si la France veut respecter le plan *Ecophyto 2018 qu'elle s'est elle-même fixée* », estime Jean-Claude Bévillard, vice-président de FNE en charge des questions agricoles dans un communiqué du 23 août. Et de poursuivre « Il n'y a donc pas d'autre solution que de mettre en place et d'amplifier les rotations culturales nécessaires dans les zones atteintes par la chrysomèle ». Mais une rotation d'une année sur 6, comme le prévoit un décret, n'est pas suffisante, pour la fédération. Malheureusement, l'expérience menée aux Etats-Unis autour de la rotation des cultures n'a pas donné de résultats encourageants. Le coléoptère est capable de « survivre sur du soja et de surseoir un an ou deux à la sortie de terre pour se retrouver dans son cher maïs », rapporte *Le Monde* dans un article du 31 août. Le quotidien rappelle que dans le Midwest, la moitié des surfaces plantées en maïs respectent les dispositions réglementaires des refuges, ce qui n'a pas empêché la résistance de s'organiser...

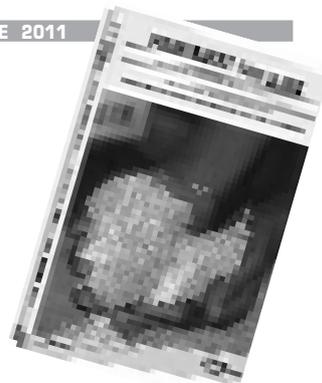
Dans d'autres pays comme en Inde, des cas similaires ont été observés avec du coton Bt. En Chine, ce même coton Bt attire des ravageurs non visés par le pesticide produit par la plante (voir le JDLE). Ce qui prouve que la technologie OGM n'a pas tout prévu et manque de recul sur beaucoup d'effets indésirables.



La chrysomèle du maïs



# Production agricole et spéculation financière



**L**E FILM « *Main basse sur le riz* » de Jean Crépu et Jean Pierre Boris est un excellent exemple de la mondialisation libérale qui enrichit les intermédiaires au détriment des producteurs et des consommateurs qui se retrouvent victimes d'un système dont ils n'ont pas la maîtrise. L'analyse de la filière du riz montre pourtant combien la société civile peut reprendre la main et modifier les inégalités que ce système génère.

Le riz est une céréale consommée aujourd'hui par la moitié de l'humanité. Produite pour une grande part en Asie dans les pays de mousson, le riz se promène sur l'ensemble de la planète et contribue à nourrir une partie de l'Afrique qui abandonne progressivement ses cultures traditionnelles comme le mil ou le sorgho au profit de cette céréale qui lui a été imposée pendant la période coloniale. Ainsi mettant en application les principes de la division du travail de Ricardo (fin du XVIII<sup>e</sup> siècle), les Français ont stimulé la riziculture en Cochinchine (péninsule indochinoise) colonisée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, grâce à des planteurs métropolitains faisant travailler la main d'œuvre locale avec des techniques occidentales et des habitudes d'exploitation capitaliste. Une partie de ce riz était destinée au Sénégal, colonie française qui, pour payer ces importations, se lança dans la monoculture de l'arachide, produit transformé en métropole et particulièrement à Marseille et dont la transformation permit l'édification de belles fortunes familiales dans la cité phocéenne.

Cette période particulière fut l'occasion de désorganiser les structures de production locale (on en trouverait bien d'autres exemples) et de structurer des filières contrôlées par des entreprises privées, qui devin-

rent internationales, avec l'aide des Etats et de gouvernements favorables à cette colonisation économique, soutenue par la colonisation politique et humaine.

Les décolonisations ne mirent guère en cause ces filières économiques, les acteurs politiques des jeunes Etats trouvant la plupart du temps un intérêt privé à leur maintien. Ces pays nouvellement décolonisés n'ont pour la plupart pas renoncé à leur coopération économique avec leur ancien colonisateur et n'ont donc pas remis en cause l'organisation des filières de production. Ainsi l'Afrique de l'ouest qui produit du riz dans le delta du Niger (entre autres) voit ce même riz condamné par ses propres hommes politiques et par les tenants du capitalisme mondial, FMI (Fonds monétaire international) et Banque mondiale afin de protéger les importations de riz asiatique et donc le commerce mondial. Les échanges sont devenus un enjeu majeur et il convient de favoriser ces échanges afin de justifier de l'activité des intermédiaires qui sont – et qui s'en étonnera – exclusivement des banques et des entreprises d'import-export qui tirent l'essentiel de la richesse produite par cette filière.

Les Etats, dont on sait qu'ils sont des acteurs particulièrement ambigus de la mondialisation puisqu'ils prétendent exercer leurs activités pour le profit de leur population, ne peuvent ou ne veulent pas résister à cette organisation économique qui éloigne producteurs agricoles et consommateurs. Ainsi aucune aide n'est apportée au riz local du delta du Niger et le marché local peine à s'organiser car la production est juste suffisante pour assurer l'autarcie de la famille paysanne et par manque d'infrastructure. Par contre des aides sont apportées à l'importation qu'elle relève ou non d'un monopole d'Etat, et dans un cas comme dans l'autre, la corruption est un fait suffisamment important pour qu'il y ait une confiscation importante de la richesse produite par cette filière.

Le film *Main basse sur le riz* est une démonstration très intéressante de la situation actuelle du riz, des mécanismes de spéculation sur les cours, des réactions nationales et des grandes inquiétudes que font naître les achats de terres africaines par des entreprises étrangères, terres destinées à une riziculture d'exportation.

La démonstration peut être appliquée à d'autres produits dont il est important de rappeler qu'ils permettent de satisfaire des besoins essentiels, qu'il ne s'agit ni de produits de confort, ni de luxe.

Les différents acteurs de la filière, producteurs, exportateurs, banques, Etats, importateurs, y sont évoqués sans manichéisme, en rappelant l'évolution historique qui a permis leur mise en place et leur activité, ce qui permet de constater que ce ne sont pas les dérives du système qui doivent être remises en cause mais le système lui-même qui doit être modifié car il est générateur d'oppressions et de sous-développement d'une partie du monde. C'est bien ce système que le G20, présidé par la France cette année, veut conserver car il génère les inégalités qui lui permettent de se maintenir. La propagande qu'il nous sert vise à nous faire croire que la faim est un problème de nombre et la famine une conséquence de la météo et que nous n'y pouvons pas grand chose.

Pourtant il semble que – et c'est particulièrement clair dans le cas des produits agricoles – la population civile, en particulier des pays du Nord, peut reprendre la main en refusant tout ou partie de ces filières et en choisissant de consommer ce qui est produit localement. Mais si ces actions, qui relèvent de la volonté propre de l'individu, qui trop souvent a l'impression d'être dépossédé de son pouvoir d'agir, sont essentielles, elles seraient insuffisantes sans action politique et en particulier sans coopération avec les populations du Sud. Les volontés démocratiques qui se sont manifestées en particulier en Afrique du

Nord et au Moyen Orient ces derniers mois, sont d'abord des aspirations à la justice sociale ce qui implique pour ceux qui entrent en politique d'entrer aussi en vertu.

Relocaliser l'agriculture est une chose indispensable au regard de la crise écologique et économique actuelle, c'est un choix possible et accessible à de nombreux consommateurs, c'est une lutte indispensable pour ceux qui veulent affaiblir la « *main divine* » du marché.

Attac Pays Basque se propose pour le début de l'hiver d'organiser un petit festival de films (dont *Main basse sur le riz*) au cinéma le Royal de Biarritz, les 9 et 10 décembre avec deux objectifs : Que puis-je faire ? Que pouvons-nous faire ? Affaire à suivre avec les ATTAC café qui auront lieu pendant l'automne.

**Chantal Boone**

**Attac Pays Basque**  
Maison pour tous  
8 rue Olbert Le Barillier  
64600 Anglet

<http://local.attac.org/paysbasque>  
Courriel : [pays.basque@attac.org](mailto:pays.basque@attac.org)

## Prochains Attac café

Cafés citoyens à la taverne de L'Atalante, à Bayonne  
de 19 heures à 21 heures :

• **Mardi 13 septembre :**  
« *Démantèlement des services publics et Union Européenne : où en est-on concrètement ?* » Par Eliane Pibouleau – Blain, militante associative Attac et élue locale.

• **Lundi 26 septembre :**  
« *Productions agricoles : le scandale de la spéculation et de la spoliation des terres* ». Par Chantal Boone, d'Attac Pays Basque.

**Réunion mensuelle le second jeudi du mois de 20 h à 22h30.**

# Le Forum contre les Grands Projets Inutiles et la lutte No TAV en Italie



Une délégation du CADE, de 7 personnes, s'est rendue en Italie, dans le Val de Susa, du 26 au 30 août 2011, pour participer au premier forum contre les Grands Projets Inutiles, organisé par le mouvement **NO TAV** (Non LGV) italien, en lutte contre le projet de LGV entre Lyon et Turin.

Il y a bien sûr eu le forum lui-même, avec un programme très dense de présentations des différents projets par les associations, et des conférences plus théoriques sur le thème des grands projets.

Mais il y a eu aussi une multitude de moments de rencontre très riches sur le plan humain entre les personnes présentes, qui ont permis de tisser des liens, ou de les renforcer quand des premiers contacts par internet avaient déjà eu lieu. Enfin, il y a eu aussi le cadre extraordinaire de la Vallée de Susa, où depuis des années, se déroule une lutte populaire contre le projet LGV Lyon-Turin, et dans lequel nous avons été directement immergés !

## Le forum...

Commençons donc par le forum lui-même. De toutes les présentations que nous avons vues (aéroport de Notre-Dame-des-Landes près de Nantes, LGV sous la Sagrada Família à Barcelone, projet Stuttgart 21 de destruction / reconstruction de la gare (voir

page 7), projets de gazoducs et d'autoroutes en Italie, de LGV au travers de la Palestine etc.), il ressort de manière très criante que **partout les besoins sont inventés**, la seule chose qui compte, c'est de créer des chantiers pour le profit des très grosses entreprises de BTP (Vinci, Bouygues, par exemple en France). Les coûts financiers et environnementaux de ces projets sont exorbitants, et pourtant, ils ne prennent pas en compte les coûts « cachés », par exemple les dégradations liées à l'extraction des matières premières dans des zones souvent éloignées de la région de construction.

L'autre forte caractéristique commune, c'est qu'il y a dans de nombreux endroits une très forte opposition populaire qui n'est pas écoutée, alors que la **convention d'Aarhus**, signée par les pays européens prévoit que dans les projets ayant un impact sur l'environnement, les citoyens participent aux décisions. Non seulement ce droit démocratique n'est pas respecté, mais sur beaucoup de ces luttes, on assiste à une criminalisation des actions (amendes, procès en série...) pour intimider les militants, et pour discréditer leurs actions auprès de l'opinion publique.

A l'issue du forum, nous avons pris un certain nombre d'initiatives, et notamment :

- de reconduire ce forum l'année prochaine, en France ou en Allemagne, en vue de participer au Forum mondial social de Tunis en 2013 ;

- de montrer le plus souvent possible notre solidarité. Notamment, le **12 novembre 2011**, nous enverrons une délégation à la manifestation que les opposants à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes organisent à Paris nous avons posé les bases pour organiser le **10 décembre 2011** la *2ème Journée contre les grands projets inutiles* : la première avait eu lieu le 10 décembre 2010. Nous avons, au Pays Basque, organisé une manifestation à Bayonne, précédée par 130 tracteurs. Le principe est que chacun dans sa région, organise des événements (réunions, expositions, manifestations...) de manière simultanée, afin de mettre en résonance nos différentes actions. La date du 10 décembre correspond cette année à la *Journée mondiale des Droits de l'Homme*. Ce sera donc l'opportunité pour réclamer la réelle participation des citoyens dans la prise de décisions concernant les projets ayant un impact sur l'environnement, et de mieux faire connaître et appliquer la convention d'Aarhus ;

- Enfin, nous allons tout faire pour que la catégorie des « *Grands Projets Inutiles* » devienne un sujet de débat dans la société, afin qu'une prise de conscience large se fasse sur le système de société dans lequel nous

vivons, qui fait tourner la machine à béton de manière aveugle et irresponsable sans se soucier ni des dégâts, ni de la dette, ni des priorités sociales.

Voilà, en ce qui concerne le forum.

## ...Et la lutte No TAV

Quant au Val de Susa et sa lutte contre le projet LGV Lyon-Turin, c'était vraiment intéressant de passer quelques jours là-bas, car la lutte contre la LGV fait partie intégrante du paysage. Le terme de « **No TAV** » est devenu un mot en soi : « *Lui, c'est un Notav* ». Et des Notav en Val de Susa, il y en a beaucoup, beaucoup... Tant et si bien que, pour tenter d'installer un premier chantier destiné à construire une descenderie (c'est à dire un tunnel annexe au futur tunnel sous la montagne, si jamais il doit se construire un jour), il a fallu appeler l'armée en renfort, qui a donc installé des barbelés autour d'une zone dorénavant inaccessible, saccageant au passage un site archéologique, et empêchant des viticulteurs d'accéder librement à leurs vignes. Il y a là-bas 2 000 militaires affectés à cette tâche : tenter d'installer un chantier auquel la population s'oppose ! Comme un certain nombre de ces militaires reviennent d'Afghanistan, les habitants appellent leur vallée le « Val de Susastan »...

Il y a beaucoup de choses à dire sur la lutte des Notav. Si ce sujet vous intéresse, n'hésitez pas à venir à la soirée « *Témoignage du Val de Susa* » organisée à Mouguerre, quartier Elizaberrri, Trinquet Ibar, le **samedi 24 septembre** (horaire probable : 19h, à confirmer au moment où nous mettons sous presse...)

Consulter le site internet :

[www.voiesnouvellestgv.webou.net](http://www.voiesnouvellestgv.webou.net)



# LA GUERRE EST DECLARÉE

UN FILM DE VALÉRIE DONZELLI

AVEC VALÉRIE DONZELLI ET JÉRÉMIE ELKAÏM

**R**OMÉO et Juliette s'aiment. Jusque là, rien de bien nouveau. Ils se sont rencontrés dans une boîte de nuit. Le coup de foudre, l'amour passion et puis, l'envie de durer, de s'installer : un appartement, un foyer et bientôt un enfant... Ardemment désiré, le bambin n'en est pas moins dérangeant. Il pleure beaucoup. Les parents sont agacés, désespérés. Puis tout rentre dans l'ordre après les conseils avisés d'une pédiatre.

Adam grandit, mais très vite des troubles manifestes inquiètent les parents. Le verdict tombe, l'enfant est atteint d'une tumeur au cerveau.

Profondément ébranlés dans la quiétude de leur vie parisienne, les parents tanguent. « Pourquoi c'est tombé sur nous ? » questionne Roméo. « Parce qu'on est capables de surmonter ça » répond Juliette.

Et le combat commence, sans pathos, ni mièvrerie sentimentale, une machine de guerre à deux têtes.

Avec pudeur et une grande justesse de ton, la réalisatrice évoque les moments d'angoisse, d'impuissance, et malgré tout d'espoir qui, tour à tour se mêlent et s'entremêlent.

Juliette et Roméo sont parfois désespérés, fous de douleur, mais jamais anéantis.

« Il ne faut pas chercher à en savoir plus que les médecins... » C'est la consigne de Roméo. Alors, pas d'internet... Ils affrontent, sans renoncer à vivre, se défouler sur les manèges forains, s'embrasser dans les soirées « open kiss ». D'avance l'on sait que l'enfant va s'en sortir. Le film raconte avant tout l'histoire d'un couple face à une épreuve terrible. Le scénario a été tiré du journal que tenait Valérie Donzelli durant la maladie de son propre fils. La réalisatrice a utilisé un appareil photo pour filmer discrètement dans les hôpitaux.

Elle a su capter cette étrange impression que peuvent ressentir les parents face au corps médical, à l'institution hospitalière, sentiment de dépossession et confiance volontairement aveugle. La mise en scène est scandée par des courses, fuites éperdues dans les couloirs, joggings, et une musique omniprésente, qui témoignent à la fois d'une grande douleur et d'une rage de vivre.

Dans ce combat, un perdant : le couple qui n'y résistera pas.

Le mot de la fin, il faut le laisser à Roméo qui confie à Juliette « cette épreuve, je n'aurais pas pu la vivre avec quelqu'un d'autre que toi ».



arc • en • ciel  
**ortzadar**

Tél / Fax : 05 59 31 85 82 — Courriel : [ortzadar@bigfoot.com](mailto:ortzadar@bigfoot.com)  
<http://ortzadar.free.fr>

Vous avez raté un numéro  
d'Ortzadar ?

Nous vous invitons à vous rendre sur  
notre page web :

<http://ortzadar.free.fr>

Abonnement à **ORTZADAR**  
Bimestriel - 1 an : 13€  
De soutien : 18€



NOM, Prénom .....

Adresse .....

CP..... Ville .....

Bulletin à retourner à :  
B.P. 90080 - Mouguerre - 64990 St-Pierre d'Irube

**Ortzadar** - Alternative Pays Basque

est édité par l'association loi 1901 du même nom

Commission paritaire n° 0711 G 88241

Directeur de la publication : Jean-Maurice FAYE

Mise en page et illustrations : José AGUIRRE

Imprimé sur les presses de l'imprimerie Artisanale à Bayonne



CULTURE

PAR CHANTAL POCHAT